



PRÉFET DE LA GUYANE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cayenne, le 26 NOV 2024

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER

Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REGULUS SA UPG

BP 73
Centre Spatial Guyanais
97372 Kourou

Références : ATTE/PRIE/PRA/MC/2024/ 638
Code AIOT : 0006900028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement REGULUS SA UPG implanté Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou. L'inspection a été annoncée le 06/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient dans le cadre d'un incident survenu sur le site le 02 novembre 2024. Un produit de nettoyage de cuve de propergol (nom commercial DOA Efka PL 5643) s'est écoulé vers le milieu naturel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGULUS SA UPG
- Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'Unité de production de Propergol de Guyane (UPG), est exploitée par la société franco-italienne REGULUS. Elle assure la fabrication et le chargement en propergol solide des lanceurs exploités sur le centre spatial guyanais en produisant les booster (P120C et P160) de VEGA-C et Ariane 6.

Contexte de l'inspection :

- Incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déversement DOA	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Demande d'action corrective	2 mois
2	Retour d'expérience	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion de l'incident sur le site s'est bien déroulé. Cependant l'exploitant doit approfondir son évaluation de l'impact environnemental et l'analyse des causes de l'incident. La gestion des retours d'expériences peut être améliorée afin d'éviter la survenue d'incident du même type.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déversement DOA

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 2 novembre 2024, un écoulement d'un produit de nettoyage de cuve de propérgol (nom commercial DOA Efka PL 5643) vers le milieu naturel (sol non étanche à proximité du bâtiment) est détecté. L'exploitant estime à environ 900 litres la quantité de produit qui s'est potentiellement déversé dans le milieu (intégralité du produit contenu dans l'isoconteneur).

Une fois ce déversement constaté, les actions suivantes ont été engagées par l'exploitant :

- Nettoyage et décontamination du bâtiment par lavage à l'eau et à la lessive industrielle ;
- Évacuation des eaux solvantées via le système de gestion des eaux usées et orientation vers le déboureur/déshuileur présent à proximité ;
- Mise en place de vermiculite absorbante sur les quantités présentes en extérieur. Évacuation de la vermiculite, des serpillières et des chiffons souillés vers une filière de destruction des déchets industriels souillés.

L'exploitant a notifié à l'inspection cet incident le 4 novembre 2024. Il a indiqué que la fiche de donnée de sécurité (FDS) précise que le produit se dégrade rapidement dans le milieu et ne présente pas de toxicité pour le milieu terrestre.

L'inspection note toutefois que la FDS fait mention d'une concentration dans les sols (partie PNEC) : 0,865 mg/kg sans que l'on sache exactement à quoi correspond cette valeur (seuil de toxicité?...).

Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant précise à quoi correspond la concentration susmentionnée et procède, le cas échéant, à une évaluation de l'impact sur l'environnement consécutif à ce déversement.

Concernant les causes de l'incident, l'exploitant a procédé à une analyse à chaud de l'incident. Il indique que, suite à une opération de nettoyage de cuves, une vanne n'a pas été correctement fermée, ce qui a permis à une pompe de continuer de tourner sans que le liquide pompé puisse circuler. Le circuit est alors monté en pression et le tuyau a cédé, générant alors des projections continues de produit dans le bâtiment mais aussi à l'extérieur, hors de la zone de rétention. L'inspection a noté qu'une procédure (référéncée C307 3 205 AG) relative au nettoyage et au contrôle des cuves et outillages existait mais qu'elle ne faisait pas mention des vérifications et actions à mettre en œuvre en préalable ou à l'issue des opérations, notamment pour la mise en sécurité des installations.

Demande d'action corrective n°2 : L'exploitant transmet un rapport d'incident tel que prévu par l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Ce rapport s'attachera notamment à identifier les causes techniques et organisationnelles de l'incident. Il présentera également le plan d'actions défini pour éviter la survenue d'un événement similaire dans le futur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Retour d'expérience

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6

Thème(s) : Risques accidentels, Prise en compte du retour d'expérience

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

[...]

Constats :

La fiche d'incident transmise à l'inspection fait mention d'un incident similaire survenu en octobre 2022 (les causes de l'incident diffèrent *a priori* légèrement) et stipule que le retour d'expérience de ce dernier a été insuffisamment pris en compte.

L'exploitant a en effet précisé à l'inspection qu'il n'avait pas retrouvé de trace d'une analyse de cet incident (avec définition d'actions correctives en découlant).

L'inspection rappelle à l'exploitant que l'analyse et la prise en compte des incidents/accidents est un axe primordial dans la maîtrise des risques de l'installation.

Demande d'action corrective n°3 : L'exploitant prend également en compte le retour d'expérience de cet incident dans l'analyse menée sur l'incident du 2 novembre 2024.

Il prend les dispositions pour s'assurer de l'analyse (proportionnée) de chaque incident survenant sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

